

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer - CS 70542
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar Le Duc, le 15/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE (CAL)

5 RUE DE LA VOLOGNE
BP 1120
54523 Laxou

Références : LD/632-2025

Code AIOT : 0006200949

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE (CAL) implanté ROUTE DE SAUVOY 55190 Void-Vacon. L'inspection a été annoncée le 03/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE (CAL)
- ROUTE DE SAUVOY 55190 Void-Vacon
- Code AIOT : 0006200949
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sur son site de VOID-VACON, la COOPERATIVE AGRICOLE DE LORRAINE exploite différentes installations relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, autorisées par l'arrêté préfectoral 2000-2276 du 12 octobre 2000.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier la mise en œuvre des mesures de prévention liées aux travaux par point chaud sur le site.

Un point d'amélioration a été relevé concernant la mise à jour du plan d'analyse et de prévention des risques en cas d'évolution des travaux. L'exploitant a immédiatement transmis une procédure révisée intégrant cette exigence.

Une demande complémentaire porte sur la formalisation des modalités de recours à la sous-traitance par les entreprises extérieures.

Les autres prescriptions contrôlées sont respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les documents permettant d'identifier les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, notamment le Dossier accueil des secours - MOP-SEC-SU-003 (V1 du 04/12/2025), comprenant le plan des zones à risques. Le jour de la visite, le plan général localisant les zones à risques n'était toutefois pas affiché sur site. L'exploitant a transmis par mail du 05/12/2025 la preuve de sa mise en place, assortie de la photographie de l'affichage. Par sondage, deux zones identifiées comme présentant un risque d'explosion/incendie ont été contrôlées : - silo 3, - silo 2. Les installations observées sont conformes au recensement documentaire, et les zones sont correctement matérialisées et signalées sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin [...] l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
Constats : L'exploitant a présenté le « Plan d'analyse et de prévention des risques », utilisé pour toute intervention, qu'elle soit réalisée par la CAL ou par une entreprise extérieure. Ce document

<p>comprend l'identification du lieu d'intervention et des intervenants, la description des travaux, la visite préalable, l'évaluation des risques, les mesures de prévention ainsi que les signatures requises. Les consignes de sécurité sont affichées à l'accueil et sur site, et les zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion sont signalées. Les consignes d'exploitation et de sécurité sont établies, affichées et prévoient l'obligation de permis d'intervention pour les zones concernées.</p>
<p>Lors de la visite, il a été constaté que le plan d'analyse et de prévention des risques n'était pas systématiquement révisé en cas de modification de l'intervention, notamment lorsque des travaux par point chaud devenaient nécessaires. L'exploitant établissait alors un permis de feu sans actualiser le plan de prévention initial.</p> <p>L'inspection a rappelé que toute évolution de la nature des travaux doit conduire à la mise à jour du plan de prévention. À la suite de cette remarque, l'exploitant a transmis la procédure PRO-SEC-EE V2, précisant désormais que si de nouvelles opérations sont nécessaires en cours d'intervention, un nouveau plan de prévention doit être établi.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
<p>Constats :</p> <p>Sur site, les zones ciblées (installations et équipements situés en zones à risque) présentent des pictogrammes de sécurité et des panneaux rappelant l'interdiction d'apporter du feu et l'interdiction de fumer. Ces affichages sont visibles, présents aux accès et dans les espaces concernés.</p> <p>L'exploitant dispose également d'une consigne affichée MOP-SEC-RF-004 - Gestion des visiteurs (V1 du 21/05/2025), rappelant notamment : - l'accès interdit aux personnes non autorisées, - l'obligation de respecter les consignes affichées, - la nécessité d'un permis de feu en cas de travaux par point chaud par des entreprises extérieures.</p> <p>Cette consigne complète l'affichage relatif à l'interdiction d'apporter du feu dans les zones sensibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats :

L'exploitant dispose de plusieurs documents opérationnels permettant d'encadrer les travaux réalisés dans les zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion, conformément aux exigences de la prescription :

- la procédure PRO-SEC-EE-001 – V2 du 03/12/2025 – Gestion des entreprises extérieures, qui définit les modalités d'intervention d'entreprises extérieures, la nécessité d'établir un plan de prévention, et l'obligation de mettre en œuvre un permis de feu pour tout travail par point chaud ;
- l'instruction MOP-CER-INS-006 – V1 du 27/08/2025 – Conduite d'installation, qui rappelle les mesures de sécurité à respecter sur le site, notamment les consignes applicables dans les zones ATEX et les obligations spécifiques en cas d'intervention avec risques d'inflammation.

Ces documents prévoient notamment :

- l'identification préalable des phases d'activités dangereuses ;
- l'analyse des risques liés aux interventions ;
- les moyens de prévention spécifiques à appliquer, dont les mesures associées aux travaux par points chauds (nettoyage de la zone, isolement, consignations, EPI, extincteurs à proximité) ;
- l'adaptation des matériels utilisés et les vérifications préalables nécessaires ;
- les responsabilités du responsable de site et de l'entreprise intervenante.

L'organisation définie par ces documents est concrètement mise en œuvre dans le Plan d'analyse et de prévention des risques, établi avant chaque intervention. Ce plan décrit les risques identifiés, les mesures de prévention à respecter, les moyens mis à disposition, ainsi que les consignes propres à la zone d'intervention.

L'inspection a examiné par échantillonnage un permis de feu daté du 27/03/2023, établi pour une intervention en zone comportant un risque d'incendie ou d'explosion. Ce permis de feu précise :

- les risques de l'opération ;

- les mesures de prévention à appliquer ;
- les contrôles préalables à la mise en œuvre ;
- les rondes et vérifications à réaliser après travaux.

Le document est correctement complété et signé par l'entreprise extérieure et par la CAL. Les rubriques relatives aux phases dangereuses, aux moyens de prévention et aux mesures appliquées étaient dûment renseignées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :[...]

- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Constats :

Suite au contrôle du 21/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection sa procédure interne « PRO-SEC-EE-001 – V2 du 03/12/2025 – Gestion des entreprises extérieures » mise à jour.

Celle-ci encadre les interventions d'entreprises extérieures et précise notamment les modalités d'élaboration du plan de prévention, les obligations de l'entreprise utilisatrice, ainsi que la nécessité d'établir un permis de feu pour tout travail par point chaud.

Cette procédure prévoit que l'entreprise extérieure demeure responsable des mesures de prévention la concernant et qu'un nouveau plan de prévention doit être établi en cas d'évolution de l'opération. Elle rappelle également que l'entreprise extérieure peut faire appel à un sous-traitant et définit ce dernier comme un « sous-traitant » au sens de la procédure. Toutefois, la procédure ne précise pas les modalités concrètes de recours à la sous-traitance ni l'organisation spécifique à mettre en place dans ce cas pour garantir le maintien de la sécurité.

L'inspection a examiné par échantillonnage un permis de feu daté du 27/03/2023. Ce document mentionne l'intervention d'une entreprise extérieure et comporte les signatures de l'entreprise et de la CAL. Aucun recours à un sous-traitant n'était indiqué sur ce permis, et les rubriques étaient correctement renseignées. Aucun manquement n'a été constaté sur les documents vérifiés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter sa procédure afin de définir explicitement :

– les conditions de recours d'une entreprise extérieure à un sous-traitant (notification préalable, modalités de contrôle et d'acceptation par la CAL) ;

<ul style="list-style-type: none"> – l’organisation à mettre en place pour garantir que les mesures de prévention définies dans le plan d’analyse et de prévention des risques sont effectivement appliquées par les sous-traitants ; – les dispositions assurant la traçabilité de cette validation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
Prescription contrôlée : <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l’exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l’incendie ou d’intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
Constats : <p>L’exploitant a présenté son plan de formation, document formalisé et tenu à jour.</p> <p>L’inspection a contrôlé les justificatifs de formation de deux agents : - un conducteur de travaux, titulaire d’une formation réalisée le 12/01/2022 par un organisme agréé, portant sur l’identification des principaux risques liés à l’installation ; - un agent de collecte/approvisionnement, formé le 08/02/2024.</p> <p>Ces formations répondent aux exigences relatives à la connaissance de la conduite de l’installation, des risques et des mesures à mettre en œuvre en cas d’incident.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux
Prescription contrôlée : <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p>
Constats : <p>Après chaque intervention, une visite de contrôle est réalisée environ 30 minutes après la fin des travaux par l’entreprise intervenante afin de s’assurer de l’absence de risque d’incendie. Deux</p>

contrôles supplémentaires sont effectués environ une heure puis deux heures après la fin des travaux par le responsable du site. L'ensemble de ces vérifications est consigné dans le document « Permis de feu », dans la section « Suivi de chantier », permettant de confirmer l'absence de combustion lente avant la reprise de l'activité.

L'inspection a pu constater que la procédure est correctement appliquée. La consultation des permis de feu, par échantillonnage, a permis de vérifier que les documents étaient correctement renseignés et prenaient bien en compte les visites après travaux.

Type de suites proposées : Sans suite